



Cette journée du 9 avril, c'est notre signal de la contestation contre le vol du fruit de notre travail et contre la stigmatisation de tous ceux et celles que le système exclut.

Cette journée du 9 avril, c'est notre refus d'une société de cupidité au profit d'une minorité de privilégiés, société qui engendre toujours plus d'inégalités et de dégâts écologiques.

Cette journée du 9 avril, c'est la défense des services publics et des moyens à donner aux agents qui servent l'intérêt général.

Cette journée du 9 avril, c'est notre volonté de lutter contre la politique d'austérité du gouvernement et contre les attaques patronales.

Aujourd'hui les salariés du privé comme les fonctionnaires sont dans la rue pour dénoncer l'austérité et ses méfaits sur nos vies.

L'austérité c'est quoi?

L'austérité c'est se soumettre aux lois des marchés financiers qui font payer la crise et les dettes publiques aux salarié-es, aux retraité-es, aux chômeurs-euses.

L'austérité c'est l'argent public dilapidé dans des exonérations fiscales sans fin au profit des entreprises et des banques et au détriment du financement des protections sociales de toutes et tous.

L'austérité c'est le gel des salaires des salarié-e-s, du dans le privé comme du dans le public, alors que les profits et les dividendes distribués par les patrons explosent.

L'austérité c'est l'ensemble des mesures anti sociales comme la loi Macron qui facilite le travail de nuit et du dimanche, la précarité et les licenciements.

Comment croire que les compensations du travail du dimanche vont perdurer quand il sera banalisé?

L'austérité c'est organiser la misère et nourrir la montée de l'extrême droite raciste.

Conséquences sur la santé:

Le projet de loi santé et le plan d'économies de 3 milliards sur les dépenses hospitalières (programmées entre 2015 et 2017) amplifie les attaques contre l'hôpital public et ses personnels (22 000 suppressions de postes).

La mise en place des Groupement Hospitaliers de Territoires (GHT) dans le sanitaire et le social, accentue les fusions d'établissements, la mobilité forcée et la réduction massive de postes.

Avec la réforme territoriale, c'est l'ensemble du secteur sanitaire et social qui sera démantelé, au nom de la réduction des dépenses publiques et la baisse du coût du travail, imposées par le pacte de responsabilité.

Les politiques d'austérité qui diminuent les financements du secteur sanitaire et social ont pour conséquence de remettre en cause les conventions collectives et le statut des personnels et des agents.

Conséquences sur l'éducation

L'éducation nationale n'échappe pas à l'austérité malgré les déclarations du gouvernement de faire de la jeunesse et de l'éducation une priorité nationale :
les réformes désastreuses qui visent à offrir l'éducation aux collectivités et aux lobbys patronaux : réforme désastreuse des rythmes scolaires, reculs statutaires, sorties injustifiées de l'éducation prioritaire, fermeture des centres d'informations et d'orientation, RASED en voie d'extinction, formation professionnelle initiale déstructurée, des postes qui manquent et entraînent une précarisation grandissante des personnels et des conditions de travail sans oublier le gel des salaires, depuis 5 ans

ET POURTANT:

Les chiffres mettent en lumière l'indécente concentration des richesses pour une couche de plus en plus restreinte de riches de par le monde.

La part du patrimoine mondial détenue par les 1 % des plus riches est passée de 44% en 2009 à 48 % en 2014, et la fortune des 80 personnes les plus riches s'élevait en 2014 à 1 900 milliards.

En France, la fraude et l'évasion fiscale sont une perte sèche évaluée entre 60 et 80 milliards, autant de richesses produites par les salarié-es détournées dans les paradis fiscaux et la spéculation.

Les dividendes versés aux actionnaires explosent, plus 30 % en 2014, soit plus de 56 milliards d'euros.

Solidaires invite les salariés, les chômeurs et chômeuses et tous les exclus et les exploités à unir leurs forces pour imposer une autre répartition des richesses et satisfaire les besoins sociaux les plus élémentaires fondés sur l'égalité et la solidarité :

- Le SMIC à 1700 euros net, l'augmentation des salaires, des pensions, des allocations chômage et minima sociaux. -

- La réduction du temps de travail pour aller vers les 32h, avec embauches correspondantes, respectant les conditions de travail, la vie privée des travailleurs-euses.

- L'instauration d'un statut du salarié : continuité du socle contractuel avec maintien du salaire entre deux emplois ; l'obligation de reclassement des salarié-es sans limite de temps ; le financement patronal mutualisé pour garantir ces droits.

- De nouveaux droits pour les salarié-es face à l'arbitraire patronal comme le droit de veto contre les licenciements, le maintien et l'extension des droits d'expression et de représentation dans les entreprises, les associations et les administrations sur les questions économiques, sociales, environnementales et de santé au travail.

- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et la fin des discriminations pour toutes et tous.

- le renforcement des services publics et de nouveaux emplois publics.

Cette journée n'est qu'un début, ne nous laissons pas confisquer notre avenir et celui de nos enfants.

Continuons le combat dans l'Unité Syndicale.